

Juillet 2014

Réponse d'Annie Genevard, députée du Doubs, à un médecin qui lui avait transmis le communiqué de la CARMF au sujet des propos d'Arnaud de Montebourg

Mais non les élus ne s'en "foutent " pas !

Connaissez vous les actions entreprises depuis des années par de nombreux élus locaux pour pallier cette situation que nous avons vu venir depuis longtemps et à laquelle nous avons apporté des éléments de réponse comme les maisons pluridisciplinaires de santé, comme les consultations avancées entre plusieurs hôpitaux , comme l'accueil d'internes dans nos villes, comme le recrutement de médecins étrangers, même si cette solution est à mon sens partiellement satisfaisante.

C'est un problème réel et dont les élus ont pris toute la mesure. Une des difficultés réside dans la moindre attractivité des territoires ruraux aux yeux des jeunes médecins qui bien souvent préfèrent s'installer en ville.

Sincères salutations, Annie Genevard, Maire de Morteau, Députée du Doubs

Commentaires du Dr Isabelle Luck, généraliste en Ile de France.

Cette élue nous dit qu'ils ont vu venir la situation depuis longtemps, mais c'est surtout nous qui, depuis plus longtemps qu'eux, les ont prévenus qu'il n'y aura plus de médecins généralistes en France, que le numerus clausus drastique qu'ils ont instauré serait inutile pour enrayer les dépenses de santé et provoquerait cette pénurie, que la qualité de la médecine française va s'en trouver dégradée ...

Elle nous dit qu'ils ont réfléchi et trouvé des solutions qu'elle a l'air de juger efficaces, sauf peut-être la dernière qui ne le serait pas complètement à ses yeux.

Elle nous demande si nous connaissons tout ce qu'ils ont imaginé comme solutions : on lui répond que régulièrement et depuis longtemps, nous leur proposons des solutions mais que certains syndicats ne sont pas toujours écoutés et que d'autres sont mal voyants, que les politiques ont été peu réactifs et que les solutions sont trop tardives, insuffisantes et de toute façon mal adaptées car :

1. les maisons pluridisciplinaires de santé : elles ont du mal à se construire, et quand elles le sont, elles n'arrivent pas à trouver de médecins pour les faire fonctionner. Et quand elles ont des médecins, s'ils sont salariés, ils sont mal respectés (exemple de la maison de La Flèche, je crois, où les heures supplémentaires ne sont pas payées aux médecins généralistes, les gardes ne sont pas prévues et incombent aux pauvres libéraux restant dans le coin...) ou alors ils ont des contraintes drastiques et des promesses non tenues (exemple récent de la maison de santé de Contres dans le Loir-et-Cher!). Si ce sont des libéraux qui les font fonctionner, 23€ la consultation ne permet pas l'embauche de personnel ni un temps suffisant pour une consultation de qualité. Ces MSP pourront alors ressembler alors aux dispensaires en déficit budgétaire chronique, où l'on dispense une médecine low-cost et à la va-vite, peu prisée des patients dans les pays où ils existent déjà, et qui

- créent la médecine à 2 vitesses...
2. les consultations avancées entre plusieurs hôpitaux : quand on sait ce que coûte l'hôpital (avec sa pléthore d'administratifs) par rapport à la ville, pourquoi ne pas aider davantage la médecine de ville ? Car elle respecte ses objectifs d'ONDAM et coûte peu cher. Le service de proximité qu'elle rend est précieux, efficace, et rapide (du moins il l'était rapide avant la pénurie). Mais le libéral peut-il continuer à encore exister sacerdotalelement dans un désert qui se vide de son école, sa poste, sa gendarmerie, son hôpital ou sa maternité, ou dans les zones dangereuses de certaines banlieues où les professionnels peuvent se faire agresser ou caillasser, qu'ils soient pompiers, policiers et médecins ?
 3. l'accueil d'internes dans nos villes : combien de temps a-t-il fallu pour nommer des professeurs de médecine générale dans les facultés (et encore les promesses ne sont pas tenues), offrir des terrain de stage dans les cabinets de ville (et encore pas dès le début des études comme il se devrait) ? Combien de temps va pouvoir continuer le dévouement des maîtres de stage à accueillir ces étudiants sans compensation honorable à hauteur de leur investissement universitaire et de leurs compétences dans ce compagnonnage ?
 4. le recrutement de médecins étranger : pourquoi n'avoir pas rehaussé rapidement le numerus clausus, pourquoi laisser les étudiants français partir étudier à l'étranger, pourquoi favoriser ces sociétés recruteuses de médecins roumains qui arrivent en France et déplaquent souvent rapidement, langue française mal maîtrisée et patients rares et peu confiants ?

Ce dernier cas est la seule solution qu'elle a l'air de trouver insatisfaisante. Croit-elle vraiment que les autres solutions conviennent parfaitement et vont miraculeusement régler la pénurie de médecins ? Si c'était le cas, comment explique-t-elle les moins de 10% d'installations de nos jeunes médecins en ville alors qu'« ils ont le plus beau métier du monde et des patients qui les adorent » (dixit Sarkozy en son temps)

A-t-elle réfléchi de savoir pourquoi les médecins désertent leur métier, se plaignent, voire se suicident et pourquoi ils n'ont pas droit à la considération des médias, à la confiance des politiques ?

Parce qu'ils en ont assez d'être pris pour des nantis et jugés responsables du trou de la Sécu, d'être accusés de prendre des dépassement d'honoraires scandaleux, de constater que les honoraires en secteur 1 sont à la moitié de ceux de leurs confrères européens alors que leur consultation dure en moyenne deux fois plus longtemps, d'être accusés de ne pas travailler assez (dixit Marisol Touraine), et ne plus vouloir faire de gardes alors que la moyenne de leur temps de travail est loin des sacrosaintes 35 h.

Parce qu'ils ne veulent plus être traînés dans les tribunaux d'exception des CPAM pour délit statistique.

Parce qu'ils en ont assez de payer de plus en plus cher (et à perte pour leur retraite) leurs cotisations sociales et de voir le revenu de leur travail de plus en plus amputé par le fisc.

Parce qu'ils veulent que leurs cotisations retraite leur permettent de partir sereinement en retraite (à 69 ou 70 ans quand même) alors qu'on les a spoliés de la revente de leur patrimoine clientèle, parce qu'ils aimeraient que leurs revenus

libéraux leur permettent de prendre des congés maladie ou maternité à égalité avec les autres Français.

Parce qu'ils sont asphyxiés par les contraintes administratives ou fiscales de plus en plus nombreuses, tatillonnes, inutiles et souvent mal justifiables.

Parce qu'ils ont envie d'exercer une profession de médecin et pas de comptable, de statisticien ou d'assureur.

Parce qu'ils aimeraient être respectés pour le service qu'ils rendent quotidiennement à leurs concitoyens, et ne plus être montrés du doigt à gagner (de plus en plus mal) leur vie à hauteur de leurs années d'études, de leurs compétences et leur disponibilité.

Parce qu'ils ne veulent pas faire de l'abattage ni de médecine low-cost assujettie aux données statistiques et comptables.

Parce qu'ils souhaitent pour la société que les données humaines priment au cas par cas sur les données comptables, que la gestion de la sécurité sociale soit le fait d'assurances transparentes, responsables et compétentes, que les assurés sociaux aient des devoirs comme des droits.

Parce qu'ils veulent garder leur outil de travail (qu'ils se sont construit eux-mêmes) indépendant et économiquement rentable, afin de rendre sereinement à leurs patients un service optimal pour leur santé (qui n'a pas de prix, dit-on...)

Parce qu'ils demandent juste qu'on leur laisse faire leur profession dite indépendante justement avec indépendance, et qu'ils puissent en vivre sereinement, honorablement.

Parce qu'ils veulent continuer leur profession avec la reconnaissance naturellement due aux professions qui exigent des compétences, un grand investissement et du dévouement.

Parce qu'ils s'inquiètent de voir la motivation commencer à déshabiter les médecins français.

Parce qu'ils ont peur pour la qualité des soins dans l'avenir, et craignent que les compétences mondialement reconnues de la médecine à la française soient galvaudées par l'étatisation de la médecine et l'assujettissement des professionnels.

Parce qu'ils veulent rester médecins, tout simplement.

Voilà ce que qu'on peut lui dire de ma part.

Isabelle Luck